

KARL-HEINZ FRIESER

«Le mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940»

Paris, Belin, 2003, 480 p.

Au bout du compte, la campagne victorieuse menée par la *Wehrmacht* en mai-juin quarante aura sans doute fait couler autant d'encre que de sang. Une bonne soixantaine d'années plus tard, les écrits la concernant – des mémoires peu ou prou apologétiques aux approches les plus scientifiques jusqu'aux œuvres de synthèse – se comptent par dizaines dans le seul domaine de la langue française, pour ne rien dire des contributions plus menues (ou plus spécifiques) diffusées dans des revues spécialisées. Tout n'est naturellement pas d'égale valeur et, depuis la recherche décapante menée voici près d'un demi-siècle par le colonel Goutard¹², beaucoup d'approches se mirent à présenter un petit air de 'déjà vu'. Si elles ne celaient plus vraiment les failles, à dire vrai béantes, dans la conduite de la guerre et dans l'armement des armées de la III^e République, elles en restaient d'ordinaire à un exposé factuel des opérations, quitte à braquer les projecteurs sur un champ d'investigation plus spécifique ou encore mal étudié : on ne sortait d'ordinaire pas des ornières traditionnelles de l'histoire

12 ADOLPHE GOUTARD, 1940. *La guerre des occasions perdues*, Paris, Hachette, 1956.

guerrière, désertée depuis belle lurette par les tenants de la ‘nouvelle histoire’. Et, parmi les amateurs du genre – qui pourtant n’étaient pas rares –, ce n’était pas souvent que l’on pouvait épingleur qui une approche originale, qui une exploitation de sources encore inconnues. Bref, depuis la fin des années soixante, la messe semblait à peu près dite à ce niveau.

Pourtant, en 1990, la copieuse étude que Crémieux-Brilhac consacra aux “Français de l’an 40”¹³ montra qu’il était toujours possible de faire preuve d’innovation en allant bien plus loin dans la démarche. Privilégiant l’angle sociétal, l’auteur mit en évidence les connexions multiples qui existaient – ou qui n’existaient pas alors qu’elles auraient dû exister ! – entre les sociétés civile et militaire de la III^e République finissante. Dans cette optique qui demeurait malgré tout très hexagonale, on pouvait enfin percevoir les différents glissements de l’opinion publique et les tensions traversant aussi bien le monde économique que le microcosme intellectuel durant la Drôle de guerre, jusqu’à l’effondrement final. Dans cette optique, l’‘histoire-bataille’ était reléguée au second plan, ou plutôt elle ne constituait que le point d’orgue d’un ensemble qui la transcendait et qui permettait d’en comprendre le dénouement.

Toutes ces histoires présentaient toutefois un point commun : elles se fondaient très largement sur des sources et des travaux autochtones, n’intégrant les données

étrangères que de manière périphérique, ou en recourant à des documents qui dataient parfois d’une génération.

Les éditions Belin ont eu l’excellente idée de procéder à la traduction dans la langue de Molière du livre du lieutenant-colonel Karl-Heinz Frieser, attaché au *Militär-geschichtliche Forschungsamt (MGFA)*, livre qui fit date lors de sa parution outre-Rhin¹⁴. Outre le fait qu’il présente un état des lieux de l’historiographie militaire allemande, il se fonde sur un appareil critique impressionnant et ne craint pas de détricoter au passage maintes légendes à la vie tenace. Enfin, ce qui ne gêne rien, la fluidité du style permet d’intégrer aisément quantité de données chiffrées qui, autrement, auraient pu s’avérer arides dans cette histoire essentiellement comparative¹⁵. D’emblée, l’auteur met en évidence les tares considérables qui continuaient à affecter l’armée du *Reich* alors qu’elle était confrontée à une coalition mondiale. Faiblesse dans l’encadrement du gros des troupes, motorisation très incomplète de l’infanterie, infériorité notoire de l’artillerie de campagne, marine de guerre squelettique, réserves stratégiques insuffisantes et, par-dessus tout, divisions féroces au sein de l’état-major confronté à une querelle des anciens et des modernes : rien ne manquait dans le tableau pour transformer une action offensive d’envergure en défaite d’envergure. Pour ce qui est du contrôle de l’air, la supériorité numérique de la *Luftwaffe* était elle-même très relative pour ce qui était

13 JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC, *Les Français de l’an 40*, Paris, Gallimard, 1990, 2 vol.

14 Il avait été publié originellement sous l’intitulé *Blitzkrieg-Legende. Der Westfeldzug 1940* en 1995.

15 Il s’agit surtout d’une comparaison France-Allemagne. L’aire du futur Bénélux n’est envisagée qu’incidemment, ce qui est un peu dommage pour comprendre la géostratégie alliée pendant l’hiver 1939-1940...

de la chasse, à tout le moins comparé au poids des aviations franco-britanniques. En fait, c'est par la souplesse tactique de ses unités d'élite que la *Wehrmacht* l'emporta sur le terrain en une campagne aussi courte que violente. Et elle l'emporta sur le plus dangereux de ses adversaires – la France – qui avait commis la folie de partir en guerre “avec une armée de 1918 contre une armée allemande de 1939”, pour reprendre les paroles lucides (mais tardives) du généralissime Weygand. C'est-à-dire avec une armée qui en était restée aux méthodes d'un combat d'usure sur des positions linéaires, privilégiant d'autant plus la défensive que ses généraux avaient fini par comprendre, après quatre années de boucherie, que “le Feu tuait”. À partir de cette constatation, et appréhendant la saignée subie par la nation (1.350.000 tués, soit 22 % du contingent mobilisé), la stratégie française, renonçant à peu près à la manœuvre, s'était fossilisée et avait fini par articuler tout sa pensée sur la ligne Maginot. Pendant ce temps, ses adversaires avaient profité de leur défaite pour repenser la guerre de mouvement, en prenant exemple sur la brutalité et la mobilité des *Stasstruppen*, de 1917-1918. La notion de *Blitzkrieg* élaborée à partir d'une systématisation de ces données et qui semblait en parfaite harmonie avec les schémas idéologiques du national-socialisme relevait toutefois en 1940 d'une “improvisation née de la nécessité”. C'était une sorte de ‘quitte ou double’ tactique de l'Allemagne face aux capacités de mobilisation énormes, sur le long terme, des puissances occidentales tant sur le plan matériel qu'humain. Et tous les officiers supérieurs allemands, qui par ailleurs ne souhaitaient pas la guerre en 1939, étaient loin de s'y être ralliés.

L'idée du fameux “coup de faucille” qui coupa finalement en deux les armées alliées après en avoir attiré la meilleure part en Belgique, version finale du “Plan jaune” (“*Fall Gelb*”) revient à deux généraux de rang relativement subalterne, Erich von Manstein et Heinze Guderian. Hitler le reprit à son compte et l'imposa malgré les réticences de Franz Halder, chef de l'état-major général de l'armée de terre. Il la fit sienne parce que c'était un joueur et qu'il savait que l'Allemagne se perdrait dans une guerre longue. Le choix stratégique d'une percée dans la région de Sedan était assurément bon mais son exploitation tactique en direction des ports de la Manche fut à diverses reprises mise en danger par des hésitations et par une mauvaise appréhension des conditions sur le terrain par la direction suprême.

Dès le départ, l'offensive risquait d'être handicapée par la minceur du réseau routier ardennais, axe principal de la progression. Une manœuvre d'intoxication savamment étudiée détourna l'attention des Alliés vers le fort d'Eben-Emael, le canal Albert et les bas-plateaux brabançons : au vrai, ils ne demandaient qu'à y croire car c'était là qu'ils situaient l'essentiel de la poussée allemande, “comme en 1914”. Les Chasseurs ardennais, formations d'élite de notre armée, auraient pu contrarier l'avancée des *Panzerdivisionen* à travers le Luxembourg. Mais ils avaient reçu l'ordre de battre en retraite le plus rapidement possible vers le nord, entre Huy et Namur, après avoir opéré des destructions censées ralentir la progression ennemie... et qui ne ralentirent rien. Qui plus est, l'absence de coordination franco-belge sur le terrain résultant d'un esprit de neutralité poussé jusqu'à l'absurde chez les décideurs belges

fit de l'Ardenne centrale une "zone sans résistance" : les Belges s'étaient retirés, et les unités de cavalerie française n'étaient pas encore arrivées. Le seul contretemps sérieux pour les Allemands fut causé par un groupe de Chasseurs ardennais défendant Bodange, au confluent de la Sûre et de la Basseille. L'ordre de retraite ne leur étant pas parvenu, ils s'opposèrent pendant près d'une demi-journée à la poussée de la 1^{ère} *Panzerdivision* avant de s'apercevoir qu'ils combattaient en 'enfants perdus' et de succomber sous le nombre. À ce propos, Frieser évoque les "énormes problèmes" qu'aurait pu rencontrer l'assaillant dont les colonnes motorisées formaient un bouchon de près de 250 kilomètres si les Chasseurs ardennais avaient reçu des consignes plus musclées : il était parfaitement possible à son sens, de faire front avec efficacité dans ces régions au relief tourmenté. Ce ne fut pas le cas. Les Français ne prirent pas davantage conscience des opportunités qui se présentaient. Interprétant à contretemps les informations transmises par leurs services de renseignement, ils renoncèrent à envoyer au-dessus de l'Ardenne leurs (maigres) escadrilles de bombardement tant ils étaient persuadés que ce secteur était à peu près neutralisé et qu'il faudrait au moins une quinzaine de jours à une armée d'invasion pour se risquer en force jusqu'à la Meuse.

Du côté allemand, le général Halder estimait pour sa part que 9 jours suffiraient... alors qu'il n'en fallut qu'un peu moins de trois pour voir les *panzers* déboucher devant Sedan, tenu par une très médiocre 55^e division d'infanterie. Un matraquage extrêmement dense de la *Luftwaffe* suppléa à la faiblesse de l'artillerie allemande. Frappant des troupes au moral déjà vacillant, il

suscita un mouvement de panique sur les arrières français, aggravé par un ordre de retraite aussi prématuré qu'inopportun. Les mesures prises par le général Lafontaine pour "colmater la brèche", d'une lenteur désespérante suite à la médiocrité des communications ainsi qu'au manque d'esprit d'initiative, sombrèrent dans un chaos généralisé. Les états-majors français s'avèrent incapables d'utiliser leurs excellents chars de façon opérationnelle en les regroupant en vue d'une action cohérente : ils continuaient à fonctionner à l'horloge de 1918, une attaque ne pouvant à leurs yeux démarrer qu'à partir du moment où toutes les conditions auraient été réunies pour que l'intendance suive. Un peu plus bas sur le fleuve, à hauteur d'Yvoir-Dinant, les choses n'allaient pas mieux pour la défense alliée. Si le pont d'Yvoir sauta bien sous les roues des automitrailleuses ennemies au prix du sacrifice du lieutenant de Wispelaere, les premiers éléments de la 5^e puis de la 7^e *Pzd* franchirent tout bonnement la Meuse à partir de l'île de Houx, sur une écluse qui n'avait pas été détruite et qui était très mal défendue. C'était précisément là que les armées du *Kaiser* avaient traversé le cours d'eau en août quatorze...

À partir de ce moment, la partie était pratiquement jouée. Privé de ses seules masses de manœuvre valables – la 7^e armée avait été expédiée inconsidérément vers Bréda au secours des Hollandais et le corps de cavalerie Prioux usait ses énergies en vain entre Hannut et Gembloux – l'état-major français multiplia les contre-mesures inefficaces ou à contretemps. Une tentative des chars du général Flavigny, mal menée, souffrant de graves déficiences dans le ravitaillement en carburant (les Français

ignoraient l'usage des bidons d'essence...) n'aboutit à rien. La 1^{ère} D.B. française fut de même neutralisée à Flavion par manque d'essence tandis que la 2^e D.B. fut surprise en plein débarquement de ses chars que l'on devait amener par voie ferrée... De plus, obsédé à l'idée d'assister à l'"enroulement" de la ligne Maginot après les violents combats pour la possession du plateau de Stonne, le généralissime Gamelin, plus amorphe que jamais, s'obstina à maintenir en Alsace et en Lorraine quelque 36 divisions de valeur, convenablement remparées, face à 19 divisions allemandes de qualité médiocre. Or, celles-ci ne faisaient que battre l'estrade... Frieser se plaît en effet à rappeler que la *Wehrmacht* avait réussi à fixer ces unités ennemies là où on n'en n'avait pas besoin grâce à une autre manœuvre d'intoxication consistant à faire planer jusqu'au 15-20 mai sur la Suisse une menace d'invasion. Au moyen de gesticulations appropriées, tous les espions de France et de Navarre avaient fini par croire que le sud de la Forêt noire était devenu le lieu d'une très forte concentration de troupes, alors qu'ils se trouvaient devant un immense "village Potemkine".

Tout n'allait cependant pas pour le mieux au quartier général du *Führer*, tant les enjeux étaient grands et la situation sur le terrain mouvante. Plus d'une fois, on s'attendait ici à une contre-offensive majeure sur les flancs étirés et dégarnis des *Panzerdivisionen*. Craintes illusoire, vu la déliquescence de la stratégie française, frappée de paralysie quasi totale. Et pourtant ! Le 24 mai, alors que les *panzers* n'étaient plus qu'à 15 km d'un port de Dunkerque non défendu, l'état-major allemand émit un "*Haltbefehl* !" des plus inopportuns.

Se fondant sur des sources jusqu'ici peu exploitées, Karl-Heinz Frieser détruit à ce propos une légende : l'ordre d'arrêt ne venait pas d'Hitler mais du très classique général von Rundstedt. Le dictateur nazi se contenta d'appuyer cette décision et de s'y accrocher plus que de raison malgré les protestations de ses officiers présents sur la ligne de feu. Le 26 mai, lorsque la *Wehrmacht* reçut l'autorisation de reprendre l'avancée des unités blindées, l'occasion était passée. La défense était organisée, le "miracle de Dunkerque" – c'est-à-dire la retraite par voie maritime de cette excellente armée de cadres qu'était le *BEF* – rendu possible. Ce n'est ni la crainte d'engager ses régiments sur le "terrain marécageux des polders", ni, contrairement à ce que crut le professeur Jean Stengers, le désir de ménager les Flamands, "population germanique", qui poussa Hitler à soutenir avec tant d'obstination le *Haltbefehl* ! de Rundstedt. Ni même le calcul, en épargnant à la Grande-Bretagne un désastre militaire, de lui préparer le terrain en vue de négociations de paix futures. C'était tout simplement l'envie d'imposer sa volonté à Halder et, à travers lui, à tous les tenants de la vieille école ralliés sur le tard au *modus operandi* de la 'guerre éclair'. Avec, peut-être, l'idée de 'faire une fleur' à la *Luftwaffe* de Goering, arme national-socialiste par excellence. Toujours est-il qu'avec la retraite réussie du *BEF*, Hitler venait de perdre une belle occasion sinon de gagner la guerre du moins d'augmenter sensiblement ses chances. Mais il ne connaissait pas la fin de l'Histoire...

La suite des opérations sur le continent ne fut plus qu'une formalité. L'armée française avait perdu dans la 'poche des Flandres' ses plus belles unités en une gi-

gantesque bataille de Cannes renouvelée. Le 25 juin 1940, lorsqu'un armistice suspendit les hostilités franco-allemandes, la *Wehrmacht* ne déplorait la perte 'que' de 49.000 morts et disparus. Cette victoire obtenue à peu de frais quand on songe aux boucheries inutiles de la Grande Guerre contribua à créer le mythe de la 'guerre éclair national-socialiste', mythe qui ne s'est pas tout à fait dissipé de nos jours. Elle acheva de faire perdre à l'esprit du *Führer* le contact avec le réel; l'encens de ses thuriféraires aidant, il commença à tenir Alexandre le Grand et Napoléon pour de médiocres stratèges comparés à son génie. Bientôt, il envisageait, avec des généraux en chambre, une 'guerre éclair universelle', vers les Indes via le Proche-Orient et l'Afghanistan... Un an plus tard, il rééditait en tout cas l'opération avec l'URSS. Cette dernière disposait du facteur espace; elle sut en jouer pour réussir un redressement spectaculaire au prix d'une mobilisation totale de ses ressources et de ses populations.

La 'guerre éclair' vint donc échouer aux portes de Moscou, dans les conditions que l'on connaît.

Elle allait encore connaître des tentatives de relance au cours des années suivantes, avec des succès de plus en plus relatifs. L'offensive des Ardennes en fut l'ultime avatar, ou à peu près. Ainsi que l'explique l'auteur, ce n'en était plus qu'une caricature – "le niveau zéro de l'art allemand de la conduite opérationnelle" – tant les moyens faisaient défaut, tant les capacités

de réaction adverses avaient été négligées. Mais le *Reich* nazi était à ce moment à peu près à l'agonie, et ses généraux ne se risquaient plus à discuter les décisions du "plus génial stratège de tous les temps".

Que dire encore, si ce n'est que cette étude de qualité¹⁶ peut utilement être complétée par une production assez récente, française celle-là : celle de Bruno Chaix, *En mai 1940, fallait-il entrer en Belgique ? Décisions stratégiques et plans opérationnels de la Campagne de France*, Paris, Économica, 2000.

Alain Colignon

¹⁶ Outre quelques coquilles typographiques dans la numérotation des armées, l'auteur confond, lors du récit de l'atterrissage aussi fortuit que célèbre d'un avion de liaison allemand, Mechelen/Malines et Mechelen-aan-de-Maas. Mais après tout, depuis Victor Hugo, Namur n'est-il pas en Flandre ?